1991-1992 Chaire de civilisation américaine à l'École des hautes études en sciences sociales à Paris 1996 Djihad versus McWorld 2001 Professeur de sciences politiques à l'Université du Maryland 2007 Comment le capitalisme nous infantilise 2015 (2013 pour l'édition en anglais) Et si les maires gouvernaient le monde ?, éditions Rue de l'Échiquier, 25 €. Tél. 01 42 47 08 26. Politiques

« Un maire est un voisin qui a du pouvoir »

Le politologue américain Benjamin Barber soutient dans son dernier livre *Et si les maires gouvernaient le monde ?* que les villes sont plus à même que les États d'apporter des solutions aux grands problèmes mondiaux.

Pourquoi pensez-vous que les maires sont plus aptes à gouverner le monde que les États ?

Les maires sont des pragmatiques. Leur job consiste à résoudre des problèmes quotidiens, à faire en sorte que la ville fonctionne, bien loin des querelles idéologiques ou religieuses. Prenez Teddy Kollek, qui fut maire de Jérusalem pendant presque trente ans. Tous les jours, il recevait des représentants juifs, chrétiens et musulmans qui se disputaient l'accès aux lieux saints. Sa réponse : « Messieurs, épargnez-moi vos sermons, je me charge de réparer vos égouts. » Au niveau national, les politiques sont pris dans leur appartenance et leurs appareils. Dans la ville, la question n'est pas de savoir si vous êtes de gauche ou de droite, mais de savoir si les solutions que vous proposez sont efficaces. Aux États-Unis l'an dernier, par deux fois, le gouvernement a dû fermer ses services à la population car le Congrès n'arrivait pas à se mettre d'accord sur le budget (les « shutdowns »). Personne ne s'en est rendu compte! Si les villes avaient fait la même chose, que se serait-il passé ? Pas de services d'incendie, de police, d'écoles, d'hôpitaux, de ramassage des ordures... Les services de l'État peuvent s'interrompre, pas ceux de la ville. Les villes n'ont jamais cessé de tourner, ni en temps de guerre, ni pendant les épidémies

de peste du Moyen-Âge, ni lorsqu'elles ont été assiégées. Aucun maire ne peut se permettre de suspendre les services de sa ville à la population sous prétexte qu'il n'arrive pas à se mettre d'accord avec son opposition! De plus, la ville est une réalité concrète, quotidienne, pour ses habitants, ce qui n'est pas le cas de l'État ou de l'Union européenne. Les villes sont la quintessence de la communauté humaine. C'est le lieu de la sociabilité. On se définit par elle, on « est » d'une ville, on s'y identifie.

« La ville est une réalité concrète pour ses habitants, ce qui n'est pas le cas de l'État »

Bien souvent, le maire est originaire de la ville qu'il administre. Tous les maires de New York sont de New York. Un maire est un voisin qui a du pouvoir.

Ce n'est pas forcément le cas en France, où les candidats à la mairie sont souvent désignés par leur parti et n'ont parfois aucun lien avec la ville qu'ils convoitent.

Oui, la France est un cas particulier. C'est aussi l'un des rares pays où le maire n'est pas élu directement. Et cependant, voyez François Hollande. Né à Rouen, il a été maire de Tulle, en Corrèze, pendant sept ans et au soir de sa victoire à l'élection présidentielle, c'est à Tulle qu'il est revenu.

Vous avez rencontré des maires de toutes les villes du monde. Quelles convergences voyez-vous entre deux villes aussi différentes que Lagos et Londres ?

En effet, les villes sont toutes différentes. Et pourtant, les difficultés que rencontrent les citoyens au XXI^e siècle sont similaires. La crise est la même pour toutes les villes, petites ou grandes, anciennes ou nou-

> velles, en plein développement ou bien établies. Il n'y a pas de réchauffement climatique parisien, ou français... le réchauffement est mondial! La montée du niveau de la mer

concerne aussi bien San Francisco que Rio. L'hiver, les routes doivent être praticables, peu importe si c'est en Russie ou au Canada. Les inégalités, l'immigration... ne sont pas des problèmes locaux mais globaux.

Vous écrivez que ce sont les villes qui sauront traiter les questions d'immigration illégale. Comment ?

Les sans-papiers sont là, que l'on soit d'accord ou pas. Certaines villes – New York, Hambourg – ont choisi de leur donner des « visas urbains ». Ainsi, ils peuvent conduire légalement, s'enregistrer auprès des services de santé au lieu d'aller aux urgences, qui reviennent très cher, les enfants peuvent aller à l'école, les délinquants être identifiés. Tout cela va dans le sens d'une meilleure intégration et c'est ainsi que les problèmes liés à l'immigration pourront être résolus. À Paris, le problème est que les immigrés sont séparés physiquement du reste de la population par le périphérique. Il y a Paris d'un côté et la banlieue de l'autre. Le projet du Grand Paris vise à une meilleure intégration, pour que la ville et sa banlieue, aui ont les mêmes difficultés, les traitent ensemble. Ainsi, vous ne serez plus parisien ou banlieusard, mais habitants d'une même métropole. À mes yeux, c'est une solution. En Italie, Matteo Renzi a créé 14 métro-régions qui regroupent un tiers des Italiens.

En France, les dernières élections municipales ont vu des candidats du Front national accéder à la mairie d'une douzaine de villes moyennes. Qu'en pensez-vous ?

Chaque pays a son parti ultraconservateur, réactionnaire, isolationniste, anti-immigration... C'est la politique de la peur. Elle ne résout pas les problèmes, mais trouve quelqu'un à blâmer pour les avoir créés. Non seulement elle ne marche jamais mais, de plus, elle tourne le dos à la réalité, à l'avenir. Vous pouvez détester



les immigrés, mais ils sont là, ils vivent dans la ville eux aussi. C'est facile de montrer du doigt une communauté au niveau national, mais au niveau local, il faut bien faire avec. Tous les partis réactionnaires le sont moins lorsqu'ils se retrouvent en position de résoudre des problèmes du quotidien. Et s'ils n'y arrivent pas, ils ne sont pas réélus. Même leurs supporters veulent vivre dans des villes bien administrées. Aux États-Unis, les membres du *Tea Party* sont nombreux au

Congrès mais il n'y a pas de maires *Tea Party*. Cela ne fonctionne qu'à l'échelon national. Je fais une prédiction: soit les maires FN deviendront plus modérés et administreront correctement leurs villes, soit ils ne seront pas réélus.

Les maires français voient leurs dotations réduites par l'État. Comment agir sur les problèmes de leurs concitoyens avec de moins en moins de moyens ?

C'est le cas de tous les maires à travers le monde. Mais c'est un

problème politique, pas économique. Les villes produisent 80 % de la richesse du monde, la plupart des grandes entreprises sont établies dans les villes et, bien sûr, la moitié de la population mondiale, les trois quarts en Europe et en Amérique du Nord, y vivent. Un système dans lequel le gouvernement, qu'il soit national ou européen, prélève les richesses créées par les villes sans leur restituer de quoi satisfaire leurs besoins est dysfonctionnel. Le fait que les villes

n'aient pas les moyens de leur action est injuste, abusif et illégal. C'est l'une des raisons pour lesquelles j'ai fondé le Parlement global des maires (1). Pour changer cet état de fait, il fallait un mouvement politique des villes qui puisse affirmer leur droit aux ressources qu'elles génèrent pour faire face aux grands problèmes que les États ne sont plus capables d'affronter.

Propos recueillis par Stéphanie FRANK

(1) www.globalparliamentofmayors.org